

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 11· Numéro 10, 17 Juillet 2010

LIGNE DE FOND

OMC : Conclure le cycle de Doha pour atteindre les OMD 1

Nouvelles de l'OMC

Les « modalités » au cœur des discussions relatives à l'agriculture..... 2

SUR LE FIL

Nouvel espoir pour les discussions commerciales internationales..... 3

Nouvelles régionales

La relation entre le commerce et l'environnement revisitée par les pays d'Afrique francophone 3

Les pays africains s'interrogent sur l'efficacité du FED 4

Les organisations de la société civile ouest africaine constatent les avancées dans les APE mais restent vigilantes 5

Evénements et publications

Evénements..... 6

Publications 6

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Bathie CISS, Cheikh Tidiane DIEYE et Aissatou DIALLO

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

LIGNE DE FOND

OMC : Conclure le cycle de Doha pour atteindre les OMD

L'atteinte des OMD (objectifs du millénaire pour le Développement) est au cœur des stratégies de développement des pays.

« J'encourage toutes les initiatives qui permettront de renforcer la stabilité de l'économie globale, de l'environnement et la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement » c'est le contenu de la lettre que Ban ki – moon a adressée au dirigeant du G 20.

Dans le même temps le PNUD (programme des nations unies pour le développement) publie son rapport sur les OMD intitulé « que faut – il faire pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement - Une évaluation internationale ». Ce rapport qui répertorie les différentes mesures prioritaires dans les perspectives du Sommet sur les OMD souligne que l'incapacité d'arriver à un accord dans les négociations commerciales du cycle de Doha est la plus importante lacune dans l'élaboration d'un partenariat global en faveur du développement. Le rapport insiste sur l'accès aux marchés (des produits des pays en développement) qui ne s'est pas amélioré, il est souligné aussi que les subventions nationales à l'agriculture par les pays riches continuent à éclipser les progrès en matière d'OMD.

Il ressort clairement donc l'importance que la communauté internationale accorde à ces OMD.

Cependant, un large constat a été fait sur les freins que constituent la non – signature du cycle de négociation de Doha.

Saisissant la balle au rebond, le Directeur Général de l'OMC Pascal Lamy, dans une communication délivrée le 29 juin 2010, devant l'Institut universitaire des hautes études internationales, a dit que deux éléments des travaux de l'OMC pouvaient aider les pays à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement: “une conclusion rapide et axée sur le développement du Cycle de Doha et l'initiative complémentaire qu'est l'Aide pour le commerce”. En particulier, il a indiqué que l'OMC était déterminée à renforcer les avantages du commerce “pour les plus pauvres de ses Membres”.

Une ouverture commerciale plus importante pourrait fortement aider les pays en développement à se rapprocher des OMD selon Mr Lamy. Il soutient qu’« en créant un système commercial multilatéral stable, l'OMC est à la pointe des efforts faits pour établir un environnement propice à la croissance et au développement des pays. Dans un sens très fondamental, l'OMC contribue à créer les conditions nécessaires pour que le commerce soit source de croissance économique. Il ne s'agit pas là d'une simple affirmation théorique mais d'une réalité visible dans les schémas de croissance des pays qui ont adopté des politiques d'ouverture des échanges ».

Plus loin dans l'analyse Lamy estime que « les OMD ne sauraient être considérés isolément: ils sont tous interconnectés. Les activités de l'OMC ont aussi une incidence sur l'Objectif 7 qui vise à assurer un environnement durable et à protéger la biodiversité. L'Accord instituant l'OMC reconnaît que les relations économiques des Membres devraient être menées d'une manière “permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales conformément à l'objectif de développement durable”. Les Membres de l'OMC mènent en outre des négociations qui explorent la

relation entre commerce et environnement et des négociations qui visent à réduire les obstacles au commerce des biens et services environnementaux.

NOUVELLES DE L'OMC

Les « modalités » au cœur des discussions relatives à l'agriculture

Les négociateurs en agriculture se sont réunis récemment à Genève pour poursuivre leurs pourparlers sur les modèles et d'autres questions ayant trait au texte sur le projet de modalités de 2008. Habituellement, des pourparlers comme ceux-ci, qui portent sur les modèles, ont été décrits comme abrutissants, mais un document du G-20 a mis un peu d'animation dans le débat lors de la réunion ouverte du 6 juillet, convoquée par le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker. Le problème était de savoir si les négociateurs devraient essayer de créer des modèles pour les engagements des membres dans tous les secteurs des négociations sur l'agriculture, ou si certains des modèles devraient porter seulement sur les sujets de fond qui restent à être réglés. Bien que cette question ait permis de tenir un débat intéressant, il s'est terminé comme tant d'autres pourparlers sur l'agriculture qui se sont déroulés au cours de l'année dernière, c'est-à-dire sans que l'on ne parvienne à s'entendre clairement sur la façon d'aller de l'avant.

Source : Genève en bref

SUR LE FIL

Nouvel espoir pour les discussions commerciales internationales

Un grand rebondissement dans les progrès de politique et de commerce mondial au G20 a planté le décor pour redonner de l'élan afin de parvenir à un accord mondial, d'après des fonctionnaires haut placés de l'UE, des Etats-Unis et de Chine. Les conférences commerciales du cycle de Doha sont actuellement bloquées, mais avec une augmentation du commerce de 10% cette année et les dirigeants saluant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour son succès dans la lutte contre le protectionnisme, un optimisme prudent se profile quant à la possibilité d'une percée. Le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a déclaré que la question avait été discutée la semaine dernière pendant le sommet du G20 à Toronto.

Pendant une heure et demie les leaders mondiaux ont eu un échange 'franc' sur les principaux obstacles à la signature d'un nouvel accord qui, d'après certains, insufflerait un nouvel élan à l'économie en redressement. M. Lamy a déclaré que 80% du travail a été réalisé, que les USA, l'UE et la Chine ont fait de 'douloureuses concessions' mais qu'il subsiste encore d'épineuses questions comme les tarifs industriels, les subsides de la pêche et le secteur des services. Il a ajouté qu'il espérait que les progrès réalisés pendant le sommet du G20 signifient que les « dirigeants politiques sont prêts à s'engager pour arriver à un accord ».

Cependant, il s'est montré prudent en faisant observer qu'il y a eu une certaine rhétorique peu constructive sur la question depuis le début des pourparlers en 2008. « Nous sommes actuellement dans une impasse parce que les grands acteurs échangent des paroles au lieu d'accepter des concessions. Ils parlent

au lieu de négocier », a déclaré M. Lamy pendant une séance du sommet européen sur le commerce.

Source: EURactiv, synthèse Enda

NOUVELLES REGIONALES

La relation entre le commerce et l'environnement revisitée par les pays d'Afrique francophone

Le Secrétariat de l'OMC a organisé les 6, 7 et 8 juillet 2010 à Dakar un atelier régional sur le commerce et l'environnement à l'attention des pays francophones d'Afrique. Cet atelier s'est tenu dans un contexte marqué par un débat très animé sur les changements climatiques d'une part et d'autre part un débat sur la poursuite des négociations de Doha quand on se rend compte que beaucoup d'efforts sont fournis par les puissants membres de l'OMC à conclure des ACR dans lesquels des chapitres entiers seront réservés à ces questions de changement climatiques.

Les participants à cet atelier ont passé en revue les paragraphes 31 à 33 de la Déclaration Ministérielle de Doha, dont les mesures commerciales contenues dans les Accords Environnementaux Multilatéraux (AEM), les obligations commerciales spécifiques des AEMs, l'éco-étiquetage, l'accès aux marchés et l'impact des prescriptions environnementales sur les exportations des pays en développement, l'accord ADPIC, la réduction ou élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires sur le commerce des biens et services environnementaux.

En plus des présentations faites par le secrétariat de l'OMC et des experts internationaux et nationaux, les participants ont partagé des expériences sur cette relation entre le commerce et l'environnement. La

question de la pollution et celle des transferts de technologie ont occupé une grande partie des discussions. Des pays comme la Côte d'Ivoire ont exposé les difficultés qui sont nées à la suite des déversements de quantités importantes de déchets toxiques sur leurs côtes. Ce partage d'expériences et les questions posées sur les sanctions prévues en cas de violations des règles environnementales qui intéressent le commerce ont rendu pertinentes les discussions sur le règlement des différends sur les AEMC.

Il est ressorti de cet exposé que la problématique environnementale est prise en compte dans le cadre de l'OMC, notamment par rapport aux objectifs de protection de la santé, de la vie des personnes et des animaux, ainsi que de la préservation des végétaux. Cette préoccupation transparaît clairement dans les accords de l'OMC.

Les pays africains s'interrogent sur l'efficacité du FED

La question de l'efficacité de l'aide a toujours été posée aussi bien en Afrique qu'en Europe. Au premier plan de ce questionnement on trouve les ONG et les organisations de la société civile.

La question a fait l'objet de plusieurs rencontres.

Récemment, des institutions européennes ont commencé à s'intéresser à cette question. Et, la Cour des comptes européenne, dans son rapport intitulé 'Efficacité du soutien du FED (Fonds de développement européen) à l'intégration économique régionale en Afrique orientale et occidentale' a montré qu'il existe de nombreuses organisations régionales dont les mandats et l'appartenance se chevauchent et dont les faibles capacités ont miné l'intégration économique régionale. « L'appartenance multiple pose des problèmes

considérables étant donné que certains pays membres appartiennent à deux régions commerciales différentes (Comesa et CAE). En outre, il y a des chevauchements et des incompatibilités sur le plan de l'appartenance à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) », affirme le rapport. L'Afrique de l'Est a quatre organes d'intégration régionale, à savoir la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), le Marché commun de l'Afrique australe et orientale (COMESA), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Commission de l'Océan indien (COI). L'audit soulignait que le Comesa et la CAE ont pour objectif premier l'intégration économique régionale, la CAE ayant déjà mis en place une union douanière et un marché commun alors que le COMESA veut transformer sa zone de libre-échange actuelle (ZLE) en une union douanière pleinement opérationnelle. L'IGAD, d'autre part, a l'intégration économique régionale dans son mandat mais se concentre davantage sur la résolution des conflits et les problèmes de sécurité alimentaire, alors que la COI a un mandat de coopération économique et commerciale et se concentre surtout sur la coopération régionale dans la gestion des ressources naturelles, en particulier la pêche. Néanmoins, la COI participe au programme et à la mise en œuvre des 9ème et 10ème programmes indicatifs régionaux du FED pour la région d'Afrique orientale. L'audit a révélé un manque de coordination dans le mode de gestion des programmes du fonds.

Source: The New Vision, note Enda

Les organisations de la société civile ouest africaine constatent les avancées dans les APE mais restent vigilantes

Du 23 au 25 juin s'est tenu à Dakar un Dialogue régional multi-acteurs qui a réunis des représentations d'organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest et du Centre, du secteur privé, d'organisations de producteurs, de gouvernements et d'organisations intergouvernementales, de la presse ainsi que des parlementaires nationaux et de la CEDEAO. Ce dialogue a été un moment d'intenses discussions et d'échanges sur les enjeux économiques et politiques liés au commerce, à l'intégration régionale et au développement en Afrique de l'Ouest.

A la suite des travaux, un certain nombre de recommandations ont été faites :

- **Sur le Programme de l'APE pour le développement (PAPED) :** Les Chef d'Etat de l'Afrique de l'Ouest ont fait du financement du PAPED estimé à 9.5 Milliards d'Euros sur cinq ans un préalable à la signature de l'APE. L'UE n'a donné qu'une réponse creuse et ambiguë à leur demande. Nous demandons donc aux négociateurs ouest africains d'exiger le financement du PAPED à travers des ressources stables et durables et de lier toute ouverture du marché ouest africain au respect préalable des engagements de l'Europe à financer le programme ainsi qu'à des indicateurs de développement objectivement mesurables comme l'emploi, la pauvreté, le niveau des échanges intra-régionaux entre autres.
- **Sur la clause de non exécution :** l'APE est un accord commercial réciproque. Il ne peut contenir une clause unilatérale qui ne peut être utilisée que par l'une des

parties. De surcroît, l'amalgame entre commerce et politique et entre commerce et aide ne se fera qu'au détriment de l'Afrique de l'Ouest. Nous demandons ainsi aux Autorités ouest africaines de rester fermes sur leur refus d'inclure cette clause qui exposerait les Etats et les citoyens ouest africains à des sanctions économiques pour des fautes politiques présumées.

- **sur la clause de la Nation la Plus Favorisée :** les Etats d'Afrique de l'Ouest ont fait l'option de la diversification de leurs partenaires commerciaux et du renforcement du commerce Sud-Sud. L'inclusion de la clause NPF pourrait contrarier ce choix judicieux. Nous recommandons donc aux Autorités régionales de limiter son application strictement aux pays développés et de refuser toute référence au concept de « partenaires commerciaux majeurs », même sous la forme d'un choix au cas par cas.
- **Sur les prélèvements communautaires :** ces prélèvements sont les seuls instruments autonomes destinés à financer le fonctionnement de l'UEMOA et de la CEDEAO. Les supprimer reviendrait à renoncer à un financement souverain pour se contenter d'aides extérieures conditionnées et imprévisibles. Nous recommandons donc aux négociateurs d'enlever de l'accord toute référence à une possibilité de suppression de ces instruments, même à moyen ou long terme.
- **Sur le commerce des services :** L'Afrique de l'Ouest n'a pas encore de politiques régionales dans le domaine des services. C'est pourquoi nous recommandons aux Autorités régionales d'exclure le commerce des services du champ de l'APE et de poursuivre une

libéralisation autonome régionale. De plus, la libéralisation des services n'est pas un critère de compatibilité de l'APE avec l'OMC et ne peut être imposée par l'Union européenne.

- **Sur l'investissement, la concurrence et les marchés publics** : Ces sujets doivent donc être tenus hors de l'APE, ceci sans préjudice de la poursuite et de l'accélération des efforts nationaux et régionaux pour une réglementation régionale qui promeuve à la fois l'investissement domestique et l'entrée des investissements directs étrangers en provenance de toutes les parties du monde sous un encadrement des États.
- **Sur la propriété intellectuelle** : comme les services, la propriété intellectuelle n'est pas un pré-requis pour la compatibilité de l'APE avec les règles de l'OMC. Elle devrait donc rester hors du champ de l'accord.

26 au 30 juillet, 2010, Montréal, Canada;
61st Meeting of the Executive Committee to the Montreal Protocol.

Téléphone: 1-5142-821122

Télécopieur: 1-5142-820068

Courrier électronique:

secretariat@unmfs.org

Site web:

<http://www.multilateralfund.org/homepage.htm>

26 au 30 juillet, 2010, Accra, Ghana,
Applying Sustainable Forest Management to Poverty Reduction: Strengthening the Multi-Stakeholder Approach within the UNFF.

Personne-ressource: Lambert Okrah, The Institute of Cultural Affairs International

Téléphone: 1 514 875 7111

Télécopieur: 1 514 875 0702

Courrier électronique: lambert@ica-international.org

Site web: <http://ica-international.org/case-study.htm>

EVENEMENTS ET PUBLICATIONS

Événements

OMC

19 juillet, OMC, Genève, comité du commerce et du développement

20 juillet, OMC, Genève, organe de règlement des différends

28 juillet, OMC, Genève, Comité des restrictions à des fins de balance de paiements

29 – 30 juillet, OMC, Genève, Conseil général

19-27 juillet, Kampala,

Ouganda Sommet de l'UA (possiblement précédé d'un pre-sommet de la société civile),

(TBC) Réunion AfOA-CE sur l'APE et sessions au niveau technique (lieu à déterminer)

Publications

Le futur du commerce intra – régional en Afrique de l'Ouest, sous la direction scientifique de Dr Cheikh Tidiane DIEYE. ENDA, Juin 2010

Perspectives Economiques Regionales 2010: Afrique Sub-Saharienne, Rapport du FMI, Avril 2010, www.imf.org

Gender Justice in Trade Policy. The Gender Effects of Economic Partnership Agreements, Marzia Fontana et al., One World Action. Avril 2010, www.oneworldaction.org

Supporting Regional Integration in East and Southern Africa, Eva Bursvik, JB Cronjé, Willemien Denner et al., Tralac and the Royal Danish Embassy, Avril 2010, www.givengain.com

Reconsidering Regional Integration in Sub Saharan Africa, Colin McCarthy, in Supporting Regional Integration in East and Southern Africa, Tralac and the Royal Danish Embassy, Avril 2010, www.givengain.com